



## PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Préfecture  
 Direction du Développement Local et  
 des Relations avec les Collectivités Territoriales  
**Bureau de l'Environnement**  
 Installations Classées pour la Protection de  
 l'Environnement

Arrêté préfectoral n° E62 du 16 août 2017 portant enregistrement de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit "Bel Air" sur la commune de PAMPROUX par le Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine (SMC HVS)

**Le Préfet des Deux-Sèvres**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Sèvre Niortaise et Marais Poitevin, le plan local d'urbanisme de la commune de Pamproux;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 mai 2017 portant délégation de signature à Monsieur Didier DORÉ, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** la demande, en date du 30 novembre 2016 et complétée le 23 janvier 2017, présentée par le président du Syndicat Mixte à la Carte Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine dont le siège social est situé ZI Verdeil 79800 Sainte-Eanne pour l'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes (rubriques 2760-3 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Pamproux au lieu dit «Bel-Air»;
- Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
- Vu** la demande d'aménagement relative à l'emplacement des extincteurs prévus à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la demande d'aménagement relative à la surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales prévue à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté, par le public ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 2017 portant sursis à statuer pour un délai de deux mois sur la demande présentée par le président du Syndicat Mixte à la Carte Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit «Bel-Air» sur la commune de Pamproux (79800), activité soumise à la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'absence d'observation lors de la consultation qui s'est déroulée du 3 avril au 2 mai 2017 en mairie de Pamproux ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Pamproux ;

Vu l'avis des propriétaires des terrains, sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du maire de Pamproux sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu le rapport du 6 juin 2017 de l'inspection des installations classées transmis au SMS HVS, en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article R512-46-17, pour éventuelles observations ;

Vu la réponse du pétitionnaire du 13 juin 2017, indiquant n'avoir aucune observation à formuler ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) du 12 juillet 2017;

Vu le projet d'arrêté transmis au SMC HVS en application de l'article R512-26 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 2 août 2017 mentionnant n'avoir aucune remarque à formuler ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est acceptable, le gardien de la déchetterie ayant également en charge la surveillance de l'installation de stockage de déchets inertes et la localisation des extincteurs dans son local les protégeant du vol ;

Considérant que la demande d'aménagement des prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est acceptable, car l'activité actuelle de l'installation ne génère que peu de poussières, et l'extension demandée n'aura que peu d'influence sur les émissions de poussières ;

Considérant que la sensibilité du milieu ainsi que la compatibilité du projet avec les différents plans et programmes du département ne justifie pas le basculement en procédure autorisation;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

---

### TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

---

#### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

L'installation de stockage de déchets inertes du Syndicat Mixte à la Carte Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine représentée par son président M.Régis BILLEROT, dont le siège social est situé ZI Verdeil 79800 Sainte-Eanne, faisant l'objet de la demande susvisée, reçue le 30 novembre 2016 et complétée le 23 janvier 2017 est enregistrée.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Cet enregistrement est délivré pour une durée de 20 ans (incluant la remise en état du site) à compter de la notification du présent arrêté.

Les déchets inertes autorisés sont ceux listés dans la demande d'enregistrement à savoir les déchets du tableau suivant :

| Code déchet (1)  | Descriptions                                     | Restrictions  |
|--|--|---|
| 17 01 01   | Bétons   | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 02   | Briques  |   |
| 17 01 03   | Tuiles et céramiques                             |   |
| 17 01 07   | Mélange de bétons, briques, tuiles et céramiques | Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés   |
| 17 03 02   | Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron   | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 05 04   | Terres et cailloux (y compris déblais)           | A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés  |
| 20 02 02   | Terres et pierres                                | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe   |
| 10 11 03   | Déchets de matériaux à base de fibre de verre    | Seulement en l'absence de liant organique   |
| (1) annexe de la décision 2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000 |  |   |

## CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité)  | Nature de l'installation                    | Capacité  | Classement     |
|----------|--|---|---|----------------|
| 2760-3   | Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720.<br>3. Installation de stockage de déchets inertes | Installation de stockage de déchets inertes | 200 000 m <sup>3</sup><br>apport maximal annuel 15 000 m <sup>3</sup> | Enregistrement |

### ARTICLE 1.0.1. ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Pamproux lieu-dit « Bel-Air, section ZL du cadastre et n° de parcelles suivants (voir plan annexé):

| Parcelles       | Surface totale en m <sup>2</sup> | Surface concernée en m <sup>2</sup> |
|-----------------|----------------------------------|-------------------------------------|
| 458 pour partie | 13 150                           | 2 381                               |
| 308             | 92                               | 92                                  |
| 460 pour partie | 22 778                           | 11 177                              |
| 468             | 19 914                           | 19 914                              |
| 306             | 93                               | 93                                  |
| 307             | 23 383                           | 23 383                              |
| TOTAL           |                                  | 57 040                              |

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande reçue le 30 novembre 2016 et complétée le 23 janvier 2017.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables visées à l'article 1.5.1 du présent arrêté.

### CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

#### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, la totalité des outils et des engins liés à l'exploitation seront évacués. Dans les derniers mois d'exploitation, les dépôts successifs ne seront pas régalez permettant l'apparition spontanée de cortèges végétaux diversifiés, à la faveur de l'hétérogénéité des substrats.

### CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

#### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.5.1. AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES,**

En référence à la demande de l'exploitant (article R512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles 12 et 25 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## TITRE 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

---

### CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

#### **ARTICLE 2.1.1 AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 12 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°2760 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les extincteurs seront mis à disposition dans le local du gardien de la déchetterie voisine de l'installation.

#### **ARTICLE 2.1.2 AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 25 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 12 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT RELEVANT DE LA RUBRIQUE N°2760 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

La surveillance de la qualité de l'air par la mise en place d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales ne sera réalisée que sur proposition de l'inspection des installations classées au Préfet .

---

### TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

---

#### ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### ARTICLE 3.2 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86020 POITIERS Cedex), dans les délais prévus à l'article R181-50 du code de l'environnement :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois, à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

#### ARTICLE 3.3 PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du Code de l'Environnement :

- 1°) une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de PAMPROUX pour y être consultée ;
- 2°) une copie de cet arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Deux-Sèvres ;
- 3°) un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de PAMPROUX pendant une durée minimum de quatre semaines ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire de PAMPROUX et transmis à la Préfecture ; le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture, qui a délivré l'acte pour une durée identique ;
- 4°) le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement ;
- 5°) une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté ;
- 6°) un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 3.4 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Pamproux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au **Syndicat Mixte à la carte Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine**.

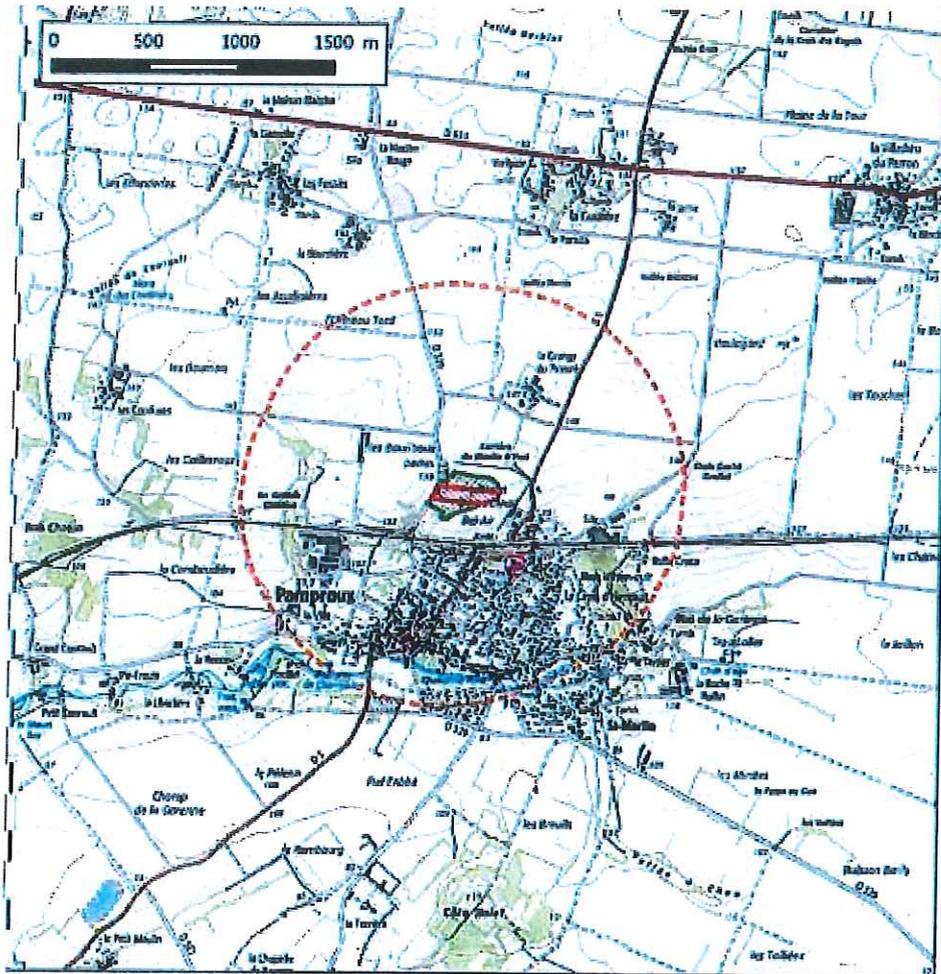
Niort, le 16 août 2017  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La directrice de cabinet,



Isabelle REBATTU



# Plan de situation



|   |                   |
|---|-------------------|
|  | Emprise extension |
|  | Emprise autorisée |
|  | Rayon de 1 km     |
| Fond : carte IGN  |                   |

## Plan cadastral

